

NATIONALE MASCULINE 1 MICKAËL MOKONGO >

Par Jérémy Barbier

UNE CARRIÈRE DE NOMADE

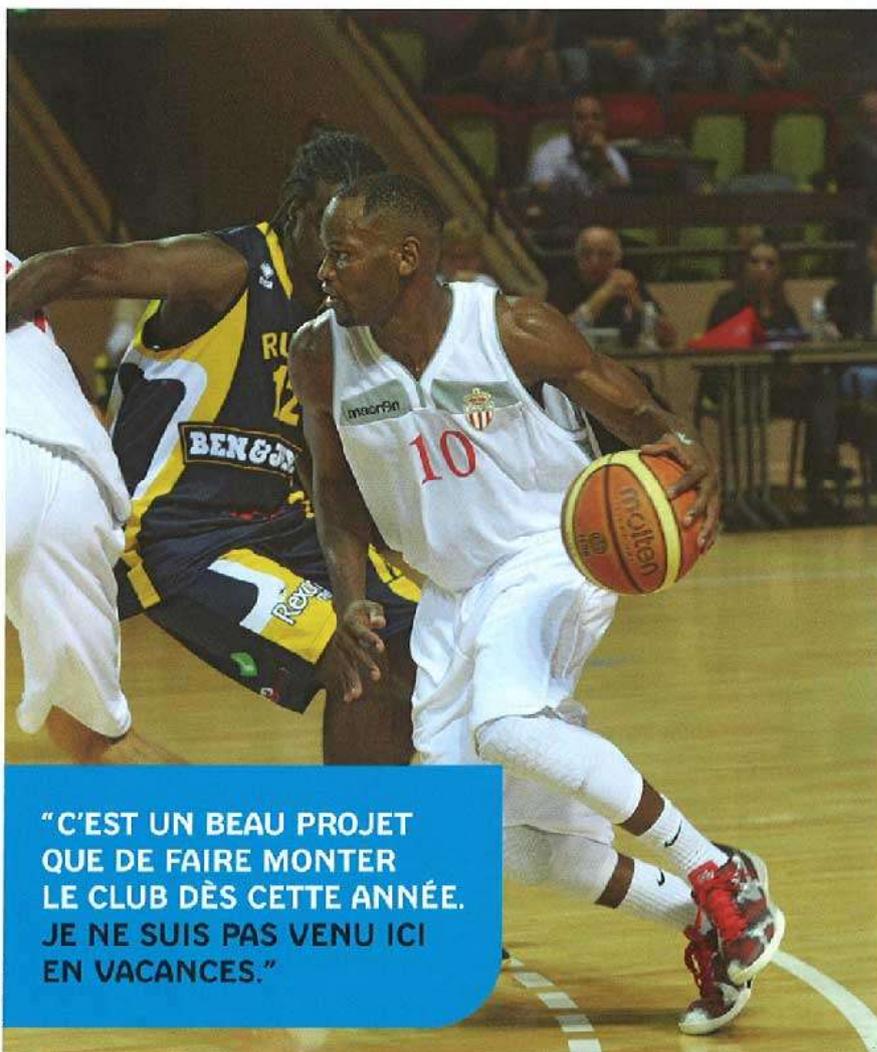
De retour dans l'Hexagone après un nouveau passage à l'étranger, le meneur Mickaël Mokongo (1,80 m, 27 ans) a-t-il trouvé à Monaco un point de chute moins éphémère ?

➤ Qu'il s'exile en Italie, à Chypre, en Turquie ou en Espagne, Mickaël Mokongo ne reste jamais très longtemps éloigné du basket français. Mais à Gravelines, Cholet ou Roanne plus récemment, l'ancien All Star de Pro A (2004) n'a jamais hérité du statut qu'il a pu assumer dans les rangs un peu moins huppés de Nicosie, Bandırma ou Lugo. "La Pro A a toujours été ma priorité mais après une saison comme ma dernière en France (ndlr : 2,9 points en 12 minutes à Roanne en 2011/12), c'est difficile de tout de suite retrouver un bon rôle." Alors une nouvelle fois, Mike est parti. "J'ai eu une belle offre de Nicosie, un club que je connaissais bien puisque j'y avais gagné le titre en 2010." Finaliste à Chypre et de nouveau sur le marché l'été dernier, Mokongo a espéré l'élite puis éconduit des offres de Pro B avant de s'engager tardivement en deuxième division espagnole. "Mais ma priorité étant la France, j'avais une clause pour revenir." Voilà comment après un match à Pampelune (20 points) il débarquait en urgence sur le Rocher pour aider à corriger le début de saison hésitant du favori annoncé. Si la NI n'avait jamais effleuré son esprit, les ambitions monégasques ont vite ficelé son rapatriement. "C'est un beau projet que de faire monter le club dès cette année. Je ne suis pas venu ici en vacances."

A la tête d'une formation où d'anciens gros bras de Pro A ont été recrutés, Mokongo n'aura pas le mal de l'élite. "On ne va pas se cacher, avec l'équipe que nous avons, ce serait un échec de ne pas monter." A 27 ans, le meneur aux 163 matches de Pro A se sait attendu dans un registre différent de celui de ses années LNB. Ce fort défenseur, qui n'avait plus enchaîné deux matches à 10 points ou plus en France depuis 5 ans, s'est défoulé le poignet dès ses premières sorties avec l'ASM (12, 18 et 17 points). "Quand je jouais en Espagne ou en Turquie, j'ai montré que je pouvais

scorer", nuance-t-il. "Je prends du plaisir à marquer mais ma priorité est de faire jouer l'équipe." Aujourd'hui dans sa dixième saison pro, Mike Mokongo joue davantage pour une nouvelle réputation que pour se faire un nom. "J'ai peut-être fait certains mauvais choix mais aujourd'hui, je suis un joueur beaucoup plus mature. Faire partie

d'une aventure qui marque l'histoire d'un club, c'est une chose que tous les joueurs désirent. J'ai un projet intéressant ici et je vais essayer de le faire perdurer mais je sais aussi par expérience que du jour au lendemain, tout peut changer." Dans la vie du grand voyageur Mokongo, les valises restent toujours à portée de main. ■



"C'EST UN BEAU PROJET QUE DE FAIRE MONTER LE CLUB DÈS CETTE ANNÉE. JE NE SUIS PAS VENU ICI EN VACANCES."

WSM / Colman

BLEU DE DEMAIN ? YWEN SMOCK >

SUR LES TRACES DE SÉRAPHIN ?

Par Julien Guérineau

A 17 ans, Ywen Smock (2,03 m) est l'un des meilleurs espoirs français dans le secteur intérieur. Le pivot guyanais doit cependant dompter un caractère volcanique pour concentrer toute son énergie sur les combats dans la raquette dont il raffole.

➤ Ce que le handball a perdu, le basket l'a gagné. Dès l'école primaire, Ywen Smock avait opté pour le hand mais après quelques années, une sanction tombe, inattendue : "Ils m'ont dit que j'étais trop petit." Après avoir passé ses nerfs au karaté, c'est finalement sur les parquets que le natif de Cayenne a trouvé sa voie. Et le physique a suivi. Aujourd'hui monstre physique de 2,03 m et 108 kilos, Smock affectionne particulièrement les face à face musclés près du cercle. Quand de nombreux prospects rêvent de dribbles chaloupés et de tirs extérieurs soyeux, l'intérieur du Centre Fédéral se plaît dans son rôle de pivot : "Quand ça cogne à l'intérieur j'adore", dit celui dont le modèle est Dwight Howard. "Il est plus grand que moi mais je veux prouver que même à moins de 2,05 m, on peut jouer dessous." Dans un championnat de Nationale 1 qui tient du chemin de croix pour les jeunes pousses du CFBB (10 défaites sur un écart moyen de 40,6 points pour débiter la saison), Smock affiche la meilleure évaluation du groupe (6,4 points, 5,3 rebonds et 1,3 contre en 26 minutes) mais doit encore hausser son niveau de jeu avant de plonger dans le grand bain des professionnels dans quelques mois.

"Je n'étais pas dedans lors des premiers matches. Ensuite Damien Inglis m'a passé un coup de fil pour me remotiver. Il m'a boosté en me rappelant que c'était ma dernière année." Cependant, contrairement à la plupart de ses camarades, Smock connaît déjà son point de chute pour la rentrée 2014, ayant signé un contrat avec Cholet Basket avant de rejoindre le Bois de Vincennes. Jean-François Martin, le responsable du centre de formation maugeois, avait ainsi repéré le potentiel du Guyanais lors d'un tournoi GuyMarGua disputé à Cayenne en 2010. Il avait pu apprécier les qualités athlétiques mais également le caractère volcanique d'un élément charismatique mais pas toujours simple à gérer. "Il débarquait de Guyane et donnait des conseils à tout le monde y compris aux assistants", se rappelle un des premiers entraîneurs fédéraux à l'avoir côtoyé en Métropole. "Ça fait un moment que je ne me suis pas énervé. Je commence à me contrôler, je prends sur moi parce que sinon ça me pénalise", relativise le joueur, qui admet également une bonne marge de progression dans son éthique de travail. "Parfois j'ai envie mais d'autres il faut me piquer un peu. Je m'en rends compte mais

il y a encore du boulot dans ce domaine." L'été dernier, Smock était attendu pour tenir la raquette de l'Équipe de France juniors. Un an plus tôt avec les cadets, il avait décroché une médaille d'argent, se montrant plus percutant à partir des quarts de finale (5,3 pts, 5,7 rbds sur les matches couperets). Mais à la veille du début du tournoi, lors du dernier entraînement des Bleuets, c'est la tuile sur un banal changement de direction. "J'ai senti un craquement au niveau des mes adducteurs mais j'ai essayé de continuer." Tahar Assed-Liégeon préfère cependant ne pas prendre de risque et c'est en civil que Smock va suivre ses coéquipiers. "Je suis devenu fou. J'ai beaucoup pleuré... de rage. Faire un Euro U18 avec un an d'avance c'était l'occasion de voir comment ça se passe pour être dominant en 2014. En plus ma mère m'avait fait une surprise en venant de Guyane jusqu'en Lettonie pour me voir jouer. Mais à l'IRM on a vu que si j'avais joué, mon muscle aurait lâché et j'aurais été arrêté trois mois au lieu de trois semaines." Un rendez-vous manqué donc mais une motivation supplémentaire pour briller à Konya, en Turquie, en juillet prochain pour l'Euro U18. ■



Photos Bullinger / IS / FFBB

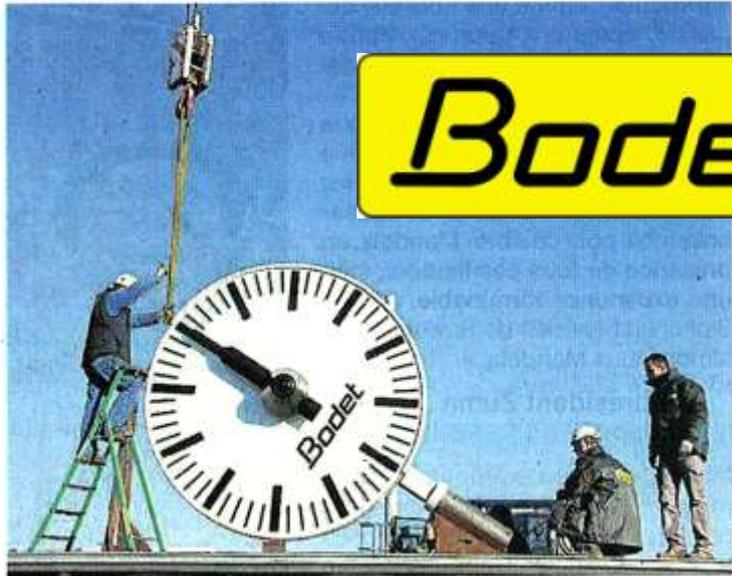
42 BASKETBALLMAGAZINE



À Trémentines, une horloge géante sur un rond-point

Elle a été réalisée par l'entreprise Bodet pour les gares TGV au début des années 2000. Hier, une horloge de 2,66 m de diamètre a été installée à 9 m de hauteur sur un rond-point de Trémentines. L'entreprise d'horlogerie et d'affichage électronique est basée depuis sa création dans la commune.

Page 9



Ouest-France
Ouest France – Mercredi 11 décembre 2013

A Trémentines, l'horloge géante trône à 9 m de haut

Réalisé par Bodet pour les gares TGV, le prototype a été installé hier sur un rond-point de la commune où est installée l'entreprise. Un repère spectaculaire dans le paysage.

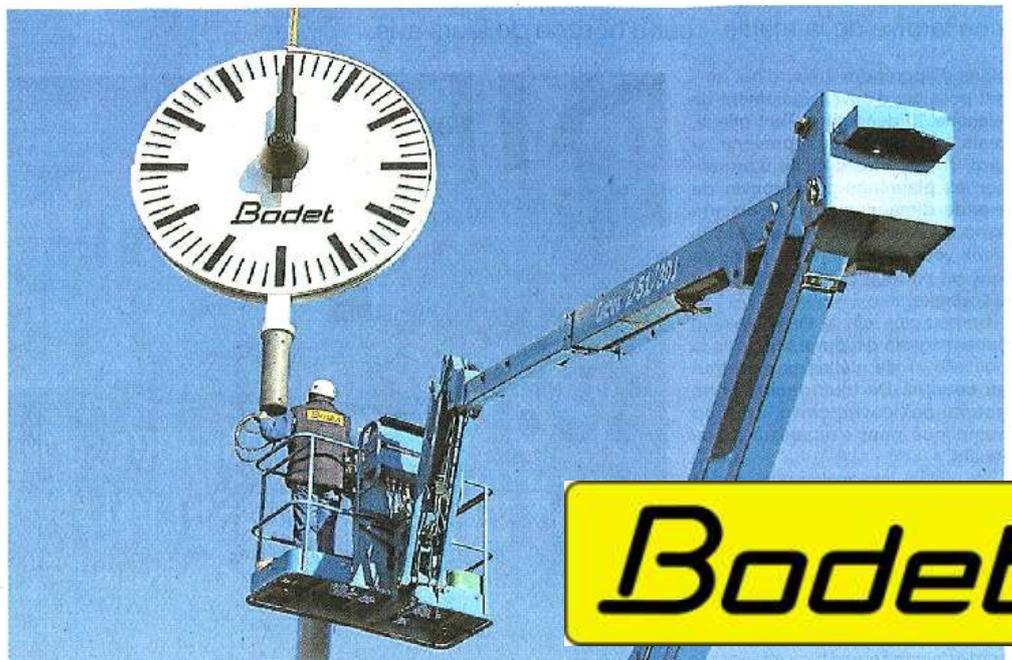
L'histoire

Elle dormait depuis une dizaine d'années dans un coin de l'entreprise Bodet, à Trémentines. Hier, l'horloge géante réalisée au début des années 2000 pour les gares TGV a repris du service. Hissée en haut d'un mât de 9 m de haut, elle domine désormais le rond-point de la route Cholet - Chemillé, à l'entrée de Trémentines.

1 000 diodes allumées la nuit

C'est lors d'une visite de l'entreprise d'horlogerie et d'affichage électronique par le maire de la commune, Marc Grémillon, que le projet s'est matérialisé. Un projet qui faisait de ce prototype de 2,66 m de diamètre un symbole hors norme pour la commune. « On évitait aussi de reproduire le schéma classique du rond-point avec un petit moulin, etc., tout en matérialisant l'entrée nord de la communauté d'agglomération du Choletais », explique Marc Grémillon.

Le prototype en question, imaginé par le designer Christian Decamps, a été sélectionné par la SNCF pour le TGV Méditerranée. Particularité : son mécanisme est situé dans le « nez » qui fixe les aiguilles, au lieu d'être derrière l'horloge d'habitude. Bodet a installé des horloges dérivées de ce prototype dans les gares de Valence, Avignon et Aix-en-Provence, pour un tarif unitaire d'environ 30 000 €. Des modèles, similaires mais de taille réduite, ont ensuite été déployés dans d'autres gares, comme celle de



Depuis hier midi, l'horloge est un repère sur la nationale 160.

Saint-Malo.

Depuis hier midi, l'horloge est un repère sur la nationale 160. Un signe distinctif pour la commune comme pour l'entreprise, qui y gagne une certaine visibilité. « Nous l'avons remise à neuf et offerte à la commune, explique Jacques Burel, directeur commercial de Bodet. L'heure est synchronisée sur France Inter, qui

donne l'heure officielle en France, par un message envoyé toutes les minutes. La nuit, 1 000 diodes installées au centre et à la périphérie assureront la visibilité. »

De quoi témoigner, aussi, de l'ancrage de cette entreprise familiale qui a bien évolué depuis sa création en 1868. Initialement spécialisée dans l'installation d'horloges, elle

exporte désormais son savoir-faire en matière de décompte du temps dans de nombreuses enceintes sportives. Elle honore aussi des commandes prestigieuses, comme l'installation de cloches à Notre-Dame de Paris ou la réalisation des horloges de la Meccque.

Emeric EVAIN.

Regarder la vidéo sur ouestfrance.fr

Une horloge géante sur un rond-point



Bodet

C'est un prototype datant du début des années 2000 (*photo*). Il a servi de modèle à des horloges installées dans plusieurs gares du TGV Méditerranée. Il aurait très bien pu rester dormir dans les locaux de l'entreprise Bodet à Trémentines, près de Cholet (Maine-et-Loire). Mais le maire de la commune et l'entreprise d'horlogerie et d'affichage électronique se sont mis d'accord pour l'installer sur un rond-point à une entrée de la commune. Depuis hier, le cadran de 2,66 m de diamètre est installé en haut d'un mât de neuf mètres de hauteur. Un repère désormais spectaculaire dans le paysage. 1 000 diodes assureront sa visibilité la nuit.

Ouest France – Mercredi 11 décembre 2013

La tentation des salariés étrangers

Philippe Choquet dirige à Cholet une entreprise de menuiserie industrielle de 165 salariés organisée en Scop. Son constat est sans appel. Tout pèse plus lourd sur l'étagère des charges sociales, des normes...



La Tessouaille, Comec, hier, Philippe Choquet (à gauche) garde un solide optimisme en dépit de la multiplication des mauvaises nouvelles et de la concurrence des salariés à bas coût venus d'autres pays européens.

Xavier MAUDET
xavier.maudet@courrier-ouest.com

Plus qu'un ras-le-bol fiscal, Philippe Choquet exprime un malaise général où pointent surtout des interrogations : « Le Gouvernement veut-il la disparition des entreprises ? ». Dirigeant de la Comec, une société choletaise de 165 salariés spécialisée dans la menuiserie industrielle et gérée sous forme de société coopérative et participative (Scop), Philippe Choquet a fait ses comptes. S'ils sont encore corrects au niveau de l'activité de la Comec, il voit le poids des charges peser de plus en plus lourd dans la balance. « Malgré sur les sociétés à augmenté, la TVA sur les travaux liés au logement est passée de 5,5 % à 7 % et devrait atteindre

10 %. L'écotaxe qui n'a pas été mise en place a tout de même coûté de l'argent aux entreprises qui ont anticipé la mesure ». Le dirigeant d'entreprise dégrèze ainsi les contraintes liées à son activité mais aussi à celles de ses collègues : l'imposition de la complémentaire maladie, les normes parfois si abusives qu'elles sont tout bonnement inapplicables. « Réaliser des logements accessibles aux non-valides avec des systèmes de portes coupe-feu efficaces est quasiment impossible ».

« Au salaire, il faut ajouter 70 % de charges »

Sans oublier les salariés qui ont payé « la suppression des heures supplémentaires et l'augmentation de la CSG et de la CRDS ». Philippe Choquet évoque

au passage les délais de paiement et constate que le manque de soutien des banques et des assureurs crédits conduit à faire reposer sur les fournisseurs des délais plus longs pour garder de l'argent dans l'entreprise. « Sans quoi, il y en a pas mal qui tomberaient, car les entreprises ne dégagent plus de résultat ». Quant à la loi Duflot, elle rime avec flop. « Des choses sont mises en place, mais on ne sait comment les appliquer. Résultat, la construction des logements est en retrait de 16 % dans le Maine et Loire en un an. C'est pire encore pour la vente de logements neufs ».

Dans ce contexte, il voit pointer le bout du nez des travailleurs à bas coût venus d'ailleurs. Le phénomène est encore marginal mais des chantiers sont tout de même assurés par

des travailleurs de l'est. « Un salarié du BTP coûte en France 12 à 13 euros, une somme à laquelle il faut ajouter 70 % de charges. Ce qui fait 20,50 euros. Un travailleur européen vend sur le marché français entre 10 et 15 euros. Les charges ne sont pas celles de la France et forcément, elles sont moins élevées. Il y a des collègues qui réfléchissent à faire appel à eux, d'autant que nous sommes démarchés tous les jours par des sociétés spécialisées. Que faire ? ». Même s'il estime que « 2014 sera pire que 2013 », Philippe Choquet reste d'un solide optimisme. « Nous sommes dans le Choletais et ici, on a toujours su rebondir et innover. Il y a ici une vraie volonté de travailler et de construire collectivement ».

Les patrons font exaspération commune

Une large délégation de patrons du département a alerté hier le préfet sur « la spirale qui tire l'économie vers le bas ».

Voir à une même table Joël Freuchet, patron du Medef Anjou, et Eric Leconte, son alter ego du Choletais, est un spectacle rare. Historiquement, les deux structures ont des relations fraîches. Il faut donc un enjeu fort pour qu'ils fassent ainsi front commun. En l'espèce, c'est plus une exaspération qui a poussé hier les leaders patronaux à interpellier ensemble le préfet angevin, comme un peu partout dans l'Hexagone.

« Nos troupes nous disent : Que faites-vous ? Nos carnets de commandes sont à sec, l'administration est on ne peut plus lente et les taxes sont insupportables », a lancé Joël Freuchet dans la conférence de presse qui a suivi. Zohra Gallard, présidente de la Confédération générale des PME, a appuyé : « Nos entreprises sont engagées dans une spirale qui les tire vers le bas ».

« Pour restaurer la compétitivité, nous avons besoin que le cadran s'allège, sur le plan légal, fiscal, social,



Angers, hier, Joël Freuchet (au centre), à sa droite Eric Leconte et François Dallet, à sa gauche, Zohra Gallard, Fabien Rebours et Charles-André Ripache

environnemental », a renchéri François Dallet, responsable du secteur plustargie. Puis Fabien Rebours pour les commerçants : « Nos locaux se vidant, il y a plein de mètres carrés innocu-

« En droit de demander des comptes aux élus locaux » Joël Freuchet reprend le flambeau en visant le monde politique : « Récemment, j'ai adressé une lettre aux deux députés socialistes qui ont approuvé un

article de loi stupide sur la cession d'entreprise. Marc Goua m'a répondu, pas Luc Bélot. Localement, nous sommes aussi en droit de demander des comptes aux élus ».

Un mouvement inspiré des bonnets rouges est-il en train de pointer un Anjou ? « Si nous ne sommes pas écoutés, menace Joël Freuchet, ce seront peut-être des entrepreneurs jurieux qui changeront la donne ».

Vincent BOUCAULT

A SAVOIR

Ce qu'ils demandent

Voici la liste des doléances exprimées hier au préfet :

« Que les administrations et notamment des inspections du travail et de l'Urssaf adressent des notifications écrites pour éviter des avis divergents selon les interprétations de chacun ».

« que les administrations éliminent de leurs instructions les appels d'offres affichant des tarifs de 20 à 40 % des tarifs pratiqués sur nos territoires ».

« qu'on privilégie les entreprises locales pour les commandes publiques ».

« qu'on instaure une pause fiscale qui serait la priorité du gouvernement ».

« qu'on abandonne l'écotaxe ».

« qu'on valorise les filières d'apprentissage et d'alternance au plus niveau afin qu'elles soient considérées comme filières d'excellence ».

« que les taxes à la formation professionnelle ne sont pas ponctionnées à 60 % pour financer une politique sociale qui ne permet qu'à 11 % des intéressés d'en profiter et qui parallèlement ne permet plus aux entreprises de financer la formation pour les salariés ».

Oréas veut frapper fort à Saumur

Promoteur de « L'Autre Faubourg » à Cholet, le groupe Oréas veut construire un grand centre automobile et 3 250 m² de nouveaux commerces face au Champ-Blanchard à Distré, près de Saumur.

Pierre-Louis AUGEREAU
redac.saumur@courrier-ouest.com

Une concession et un centre automobiles de 1 300 m² ; une grande surface spécialisée dans la culture et les loisirs de 1 115 m² ; deux enseignes du secteur des équipements de la maison de 1 625 m² au total ; une enseigne du secteur de l'équipement de la personne de 510 m² : c'est la liste des nouvelles implantations commerciales que le groupe choletais Oréas compte bien implanter à la sortie de Saumur sur la route de Doué-la-Fontaine, à la place de l'ancien site des caravanes du Val de Loire.

Les élus décideront vendredi

Oréas veut donc frapper fort, en préparant ainsi ce qui serait de fait une extension importante de l'actuelle zone commerciale du Champ-Blanchard (désormais rebaptisée Pôle Sud). Oréas n'en est pas à son coup d'essai. Spécialisé dans la conception de centres commerciaux, le groupe est notamment le promoteur de « L'Autre Faubourg » à Cholet, une zone commerciale géante aux portes de la ville, qui a ouvert ses portes en mars 2010. Elle compte une trentaine de magasins et trois restaurants, dont les enseignes vont de Jennyfer à Optical Center, en passant par Kiabi, Darty, Tati, La Foire-Fouille, etc.

L'intérêt d'Oréas pour Saumur-Distré ne date pas d'aujourd'hui. En novembre 2011, il y a un peu plus de deux ans, le groupe avait fait part de sa volonté d'y créer un « shopping park » géant sur une dizaine d'hectares, au sud de l'actuel Pôle Sud avec... 23 600 m² de construction pouvant accueillir une trentaine d'espaces commerciaux. À l'époque, l'annonce du projet par *Le Courrier de l'Ouest* avait suscité réactions, questions et inquiétudes du côté des commerçants saumurois. Michel Apchin, maire de Saumur et président de l'Agglo, avait alors calmé le jeu en soulignant que les élus travaillaient « sur le moyen voire le long terme. » C'est donc seulement une petite partie du projet qui réapparaît aujourd'hui. Mais de façon cette fois bien concrète.

Car vendredi soir prochain, les élus de Saumur Agglo, réunis en séance



Zone commerciale du Champ-Blanchard à Saumur-Distré. C'est sur l'ancien site des caravanes du Val de Loire (n° 1 sur la photo) que le groupe Oréas veut aménager sa nouvelle zone avec six enseignes. À plus long terme, d'autres réserves foncières existent à proximité (n° 2 sur la photo) pour une autre extension encore plus importante. Mais cela n'est pas à l'ordre du jour... du moins pour l'instant.

publique, vont se pencher une nouvelle fois sur ce dossier. L'Agglo a en effet acheté en 2011, pour 550 000 €, le site des caravanes du

Val de Loire (2,1 ha de terrain avec 5 100 m² de bâtiments). L'été dernier, elle avait lancé un « appel à

projets » pour inviter des investisseurs à s'intéresser à ce site.

À l'ouverture des plis le 24 octobre dernier, une seule offre a été enregistrée : celle d'Oréas qui propose d'acheter le site pour 600 000 € afin d'y concrétiser son projet, avec des enseignes partenaires dont le nom n'a pas encore été dévoilé. Vendredi soir, Michel Apchin va donc proposer aux élus de vendre le site à Oréas. Cela devrait susciter quelques réactions et diverses questions : le sujet du développement commercial est toujours sensible, et il l'est encore plus à l'approche de l'échéance des municipales.

Dernier point important : le groupe Oréas annonce la création d'environ 90 emplois avec l'installation de ces six enseignes. Mais là encore, la polémique va sûrement pointer son nez si la venue de certaines enseignes est liée à un déménagement et non à une création. Et certains ne manqueront pas de rappeler que les promesses de créations d'emploi liées à l'installation de Carrefour Market à Distré n'ont pas toutes été tenues.

A SAVOIR

Au château de Parnay

Régis Vincenot, créateur et dirigeant d'Oréas, n'est pas un inconnu dans le Saumurois. Ce Choletais très entreprenant a aussi investi en 2006 dans les vignes en rachetant le château de Parnay qu'il est en train de complètement transformer en site cenotouristique très haut de gamme : hôtel, spa, bistro, restaurant gastronomique... Lilian Grimaud et son épouse Karine, qui tenaient le restaurant « Au Passé simple » à Cholet (une étoile au Michelin) ont quitté leur établissement pour suivre Régis Vincenot dans cette aventure. Le restaurant devrait ouvrir l'an prochain.



Régis Vincenot.

La belle aventure de la création

Créer une entreprise est une aventure à vivre. Il faut bien la préparer pour assurer sa réussite.

Dans les locaux de la Chambre de commerce, lundi, 17 futurs créateurs d'entreprises qui venaient de suivre la formation « Je crée, je reprends une entreprise », ont reçu leur diplôme.

Cette formation de deux mois est assurée par la Boutique Gestion Entreprise Anjou (BGE) et la CCI de Maine-et-Loire et est financée par le Conseil Régional des Pays de Loire.

« Créer une entreprise est une belle aventure. Il faut la préparer solidement pour lui permettre de perdurer. »

Deux mois pour préparer et réussir la création

C'est dans cette optique que, pendant deux mois, les sujets relatifs à l'étude de marché, la gestion, le statut, la démarche commerciale, le financement sont développés et approfondis. Au terme de la formation, les candidats présentent un dossier devant un jury de professionnels (banquiers, avocats, chefs d'entreprise, experts comptables, etc.).

« Ces deux mois permettent de vérifier la faisabilité économique et commerciale d'un projet. Notre accompagnement ne s'arrête pas là. Il continue aussi longtemps que nécessaire selon les besoins de chacun » précise Nadège Viau, responsable de la formation. Cette action est en place depuis cinq ans,



Cholet, le 9 décembre. « Ces deux mois permettent de vérifier la faisabilité économique et commerciale d'un projet ».

70 % des créateurs ou, dans certains cas, des repreneurs d'activité sont toujours en activité. Brocante, distillerie, usinage,

serrurerie, bar à thèmes, plaquiste, façadier, bar à salades, commerce ambulancier, e-commerce, journal d'information locale gratuit sont les

voies choisies par les futurs chefs d'entreprise de la promotion.



Quentin Darlas, 24 ans. « Titulaire d'une Bac pro commerce, j'ai œuvré dans le domaine social pendant quelques années. Je vais devenir marchand ambulancier en jeux de société. J'envisage de faire les marchés des Mauges et de la région d'Ancenis. C'est une passion. Je suis venu ici pour me donner les moyens de vivre de ma passion. »



Véronique Babarit, 41 ans. « J'ai travaillé dans la publicité, la communication, le spectacle vivant, l'édition culturelle. Ma formation artistique et mon attrait pour le design et les objets d'art ont guidé mon projet de création de brocante vintage à Cholet en 2014. J'ai apprécié l'enrichissement apporté par les échanges. »



Pascal Chaillou, 28 ans. « Je vais créer une activité de réparation et rénovation de différentes pièces métalliques. J'ai un vécu dans ce domaine. Je souhaite intervenir auprès des entreprises du bassin choletais en répondant avec réactivité à leurs demandes. J'avais besoin de conforter mes bases pour me lancer. »



Elise Clochard, 27 ans. « Après avoir travaillé trois ans dans une boutique de cosmétique biologique, je vais créer une boutique e-commerce dans ce secteur d'activité. Le stage m'a appris les bases pour concrétiser mon projet et m'a donné des solutions pour me démarquer de la concurrence. »

Le Courrier de l'Ouest – Vendredi 13 décembre 2013